



Expertise comptable
Commissariat aux comptes

UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DU VAR

15 RUE CHAPTAL
83956 LA GARDE CEDEX

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2017

JB AUDIT CONSEIL

56, Rue Saint-Philippe - 06000 Nice
Tél. : 04 93 86 50 86 - Fax : 04 93 86 09 86
secretariat@jbaudit.com - www.jb-audit-conseil-nice.fr

JPA Groupe JPA International

Nice • Cannes • Bagnols sur Cèze • Bordeaux • Fréjus • Hyères • Limoges • Lourdes • Lyon • Marseille • Montpellier • Nancy • Paris
• Pau • Roubaix • Strasbourg • Toulon • Toulouse • Allemagne • Autriche • Belgique • Brésil • Chypre • Espagne •
Etats-Unis • Grand Duché de Luxembourg • Hongrie • Irlande • Italie • Maroc • Norvège • Pays-Bas • Pologne • Portugal •
Principauté de Monaco • République Tchèque • Roumanie • Royaume-Uni • Sénégal • Slovaquie • Suisse • Tunisie

Sarl au capital de 46 650 € • RCS Nice B 352 085 609 • Siret 352 085 609 00027 • APE 6920 Z • Intracom. FR 74 352 085 609 • Inscrit à l'ordre Région de Marseille • Inscrit près la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017**

A l'assemblée générale ordinaire du 2 juin 2018 de l'UDAF sur 3 pages plus 18 pages d'annexes..

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale du 4 juin 2016, suite à la démission du précédent commissaire aux comptes, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'UDAF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Rapport général exercice clos le 31 décembre 2017 - Total bilan 3.925.456 €



1/3

JB AUDIT CONSEIL

56, Rue Saint-Philippe - 06000 Nice
Tél. : 04 93 86 50 86 - Fax : 04 93 86 09 86

secretariat@jbaudit.com - www.jb-audit-conseil-nice.fr

Sarl au capital de 46650 € • RCS Nice B 352 085 609 • Siret 352 085 609 00027 • APE 6920 Z • Intracom. FR 74 352 085 609 • Inscrit à l'ordre Région de Marseille • Inscrit près la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence



Groupe JPA International

Nice • Cannes • Bagnols sur Cèze • Bordeaux • Fréjus • Hyères • Limoges • Lourdes • Lyon • Marseille • Montpellier • Nancy • Paris • Pau • Roulbaix • Strasbourg • Toulon • Toulouse • Allemagne • Autriche • Belgique • Brésil • Chypre • Espagne • Etats-Unis • Grand Duché de Luxembourg • Hongrie • Irlande • Italie • Maroc • Norvège • Pays-Bas • Pologne • Portugal • Principauté de Monaco • République Tchèque • Roumanie • Royaume-Uni • Sénégal • Slovaquie • Suisse • Tunisie

Nous nous sommes assurés que les principes comptables appliqués par l'UDAF ne donnent pas lieu à interprétation.

L'association tient une comptabilité organisée en sections, tenant compte à la fois de l'activité de l'institution, représentant une section, et des activités spécifiques, représentant trois sections.

Les comptabilités sont ensuite consolidées. C'est cette consolidation, qui fait l'objet de notre certification, après que l'auditeur se soit assuré que chaque comptabilité sectorielle reflète l'activité concernée.

Nous avons constaté qu'il n'existait pas d'événements ou de décisions ayant une incidence importante sur les comptes et nous nous sommes assurés qu'aucun élément significatif n'est constitué à partir d'estimations fondées sur des données subjectives.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion tel qu'arrêté par le conseil d'administration du 26 avril 2018 et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la Loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs de capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Votre conseil d'administration du 26 avril 2018, auquel nous avons assisté, a arrêté vos comptes annuels.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.



L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société¹ à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à NICE, ce jour 19 mai 2018.

Jean-Louis BOTTERO,



Commissaire aux Comptes.

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2017 12			Exercice N-1 31/12/2016 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Concessions, Brevets et droits similaires						
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles	114 342	112 698	1 644	2 682	1 038	38.71
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques Matériel et outillage						
	Autres immobilisations corporelles	644 547	511 850	132 698	109 283	23 415	21.43
	Immobilisations en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations financières (2)						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations	1 800 000		1 800 000	1 800 000		
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts	19 823		19 823	10 889	8 934	82.04
	Autres immobilisations financières	732		732	732		
Total I		2 579 443	624 548	1 954 896	1 923 585	31 311	1.63
Comptes de liaison Total II		736 556		736 556	797 260	60 704	7.61
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises						
	Avances et acomptes versés sur commandes						
	Créances (3)						
	Créances usagers et comptes rattachés	73 588	20 366	53 222	27 062	26 160	96.66
	Autres créances	391 028		391 028	208 986	182 042	87.11
Comptes de Régularisation	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	760 006		760 006	730 720	29 286	4.01
	Charges constatées d'avance (3)	29 749		29 749	13 485	16 264	120.61
	Total III	1 254 370	20 366	1 234 004	980 253	253 751	25.89
Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)							
Primes de remboursement des obligations (V)							
Ecart de conversion actif (VI)							
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		4 570 370	644 914	3 925 456	3 701 098	224 357	6.06

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2017	Exercice N-1 31/12/2016	Ecart N / N-1	
		12	12	Euros	%
FONDS ASSOCIATIFS	Fonds propres				
	Fonds associatifs sans droit de reprise	156 852	156 852		
	Ecart de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
	Autres réserves	262 929	262 929		
	Report à nouveau	926 016	989 260	63 244-	6.39-
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	13 102	835	12 267	NS
	Autres fonds associatifs				
	Fonds associatifs avec droit de reprise :				
	Apports				
	Legs et donations				
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs	123 841-	187 920-	64 079	34.10
	Ecart de réévaluation				
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
	Provisions réglementées				
	Droit des propriétaires				
	Total I	1 235 058	1 221 956	13 102	1.07
	Comptes de liaison				
	Total II	736 556	797 260	60 704-	7.61-
PROVISIONS ET FONDS DÉDIÉS	Provisions pour risques	60 000	60 000		
	Provisions pour charges	529 638	521 089	8 549	1.64
	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement	36 314	15 215	21 099	138.67
	Fonds dédiés sur autres ressources				
	Total III	625 952	596 304	29 648	4.97
DETTES (1)	Emprunts obligataires				
	Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	84 193	63 238	20 955	33.14
	Emprunts et dettes financières divers	1 150	1 250	100-	8.00-
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	115 128	66 693	48 435	72.62
	Dettes fiscales et sociales	683 436	740 701	57 265-	7.73-
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	438 983	155 697	283 286	181.95
	Instruments de trésorerie				
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance	5 000	58 000	53 000-	91.38-
	Total IV	1 327 890	1 085 578	242 312	22.32
	Ecart de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	3 925 456	3 701 098	224 357	6.06

(1) Dont à plus d'un an

Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

1 322 890 913 435
193 213

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2017	12	31/12/2016	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Ventes de marchandises						
Production vendue de Biens et Services	578 869		592 445		13 576	2.29
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation	267 011		257 728		9 283	3.60
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	150 402		112 519		37 883	33.67
Collectes						
Cotisations						
Autres produits	3 295 334		3 304 506		9 172	0.28
Total I	4 291 616		4 267 198		24 419	0.57
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements	2 475		1 923		552	28.68
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)						
Autres achats et charges externes	697 839		682 811		15 028	2.20
Impôts, taxes et versements assimilés	254 130		282 254		28 124	9.96
Salaires et traitements	2 306 290		2 268 714		37 576	1.66
Charges sociales	969 392		979 753		10 361	1.06
Dotations aux amortissements et aux provisions						
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	28 767		29 197		430	1.47
Sur immobilisations : dotations aux provisions						
Sur actif circulant : dotations aux provisions	7 576		8 158		583	7.14
Pour risques et charges : dotations aux provisions	46 878		51 453		4 575	8.89
Subventions accordées par l'association	24 345		25 566		1 220	4.77
Autres charges (2)	37		528		490	92.93
Total II	4 337 729		4 330 356		7 373	0.17
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	46 113		63 159		17 046	26.99
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2017	12	31/12/2016	12	Euros	%
Produits financiers						
Produits financiers de participations	83 916		84 915		999	1.18
Produits des autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilier						
Autres intérêts et produits assimilés	31		32		2	4.84
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total V	83 947		84 947		1 001	1.18
Charges financières						
Dotations aux amortissements et aux provisions	29 570		15 215		14 355	94.35
Intérêts et charges assimilées	2 401		2 844		443	15.57
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total VI	31 971		18 059		13 912	77.03
2. Résultat financier (V-VI)	51 975		66 888		14 912	22.29
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	5 863		3 729		2 134	57.22
Produits exceptionnels						
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	9 597		3 945		5 652	143.24
Produits exceptionnels sur opérations en capital	390				390	
Reprises sur provisions et transferts de charges			32 000		32 000	100.00
Total VII	9 987		35 945		25 958	72.22
Charges exceptionnelles						
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	11 177		38 671		27 494	71.10
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	42		168		127	75.23
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions						
Total VIII	11 219		38 839		27 620	71.11
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	1 232		2 894		1 662	57.43
Impôts sur les bénéfices (IX)						
Total des produits (I+III+V+VII)	4 385 550		4 388 090		2 540	0.06
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX)	4 380 919		4 387 255		6 336	0.14
Solde intermédiaire	4 631		835		3 796	454.37
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	8 471				8 471	
- Engagements à réaliser sur ressources affectées						
5. EXCEDENTS OU DEFICITS	13 102		835		12 267	NS

ASSOCIATION UDAF DU VAR
15 Rue Chaptal

83956 LA GARDE CEDEX

ANNEXE DU 01/01/2017 AU 31/12/2017

CABINET ANSEMBLE TOULON

267 Boulevard Charles Barnier

Tour Kallisté

83000 TOULON

04 94 93 15 46

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 3 925 455.85 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 4 291 616.37 Euros et dégagant un excédent de 13 102.11 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2017 au 31/12/2017.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

L'UDAF du Var est une Association Loi 1901 qui relève du Code de l'Action Sociale et des familles.

Constituée le 7 mars 1946, cette association a fait l'objet d'une déclaration en sous-préfecture de Toulon le 12 avril 1946 publiée au JO.

Conformément à l'article L211-7 de ce même Code, les statuts de l'UDAF du Var ont été agréés par l'UNAF (Union Nationale des Associations Familiales). Par cet agrément, l'association UDAF du Var jouit de plein droit de la reconnaissance d'établissement d'utilité publique.

AGREMENTS DE L'ASSOCIATION

Service de mandataire judiciaire à la protection des majeurs (PJM)

Aux termes d'un arrêté rendu le 22 novembre 2011 par la Direction départementale de la cohésion sociale du Var, l'autorisation visée à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles a été accordée à l'Union Départementale des Associations Familiales du Var, pour la régularisation d'un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs, situé 15 rue Chaptal 83956 La Garde Cedex destiné à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle et/ou de la mesure d'accompagnement judiciaire, dans les ressorts des tribunaux d'instance de l'ensemble du département du Var.

Ce service est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS).

L'autorisation a été délivrée pour 15 ans. Son renouvellement est subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code.

Cette autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Service délégué aux prestations familiales (DPF)

Aux termes d'un arrêté rendu le 22 novembre 2011 par la Direction départementale de la cohésion sociale du Var, l'autorisation visée à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles a été accordée à l'Union Départementale des Associations

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Familiales du Var, pour la régularisation d'un service délégué aux prestations familiales situé 15 rue Chaptal 83956 La Garde Cedex, destiné à exercer des mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial, dans les ressorts des tribunaux d'instance de l'ensemble du département du Var.

Ce service est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS).

L'autorisation a été délivrée pour 15 ans. Son renouvellement est subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code.

Cette autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Association de consommateurs

L'UNAF et les UDAF sont reconnues comme association de consommateurs depuis 1988.

L'UDAF du Var bénéficie de cet agrément.

Agrément Education Nationale

Par arrêté du ministre de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et de la Vie Associative, en date du 24 janvier 2012, l'UNAF et les UDAF sont considérées comme association éducatives complémentaires de l'enseignement public » (article D.551-1 du code de l'éducation), c'est-à-dire apportant leur concours à l'enseignement public pour :

- Des interventions pendant le temps scolaire en appui aux activités d'enseignement conduites par les Etablissements
- L'organisation d'activités éducatives complémentaires en dehors du temps scolaire
- La contribution au développement de la recherche pédagogique, à la formation des équipes pédagogiques et des autres membres de la communauté éducative

La validité de l'agrément est de 5 ans.

Inscriptions sur les listes dressées par les Juridictions

2004 - Inscription sur la liste des mandataires prévue par la loi sur le traitement des situations de surendettement des particuliers de l'article L332-6 du Code de la Consommation

2014 - Inscription sur la liste destinée à l'information et au soutien des personnes appelées à exercer ou exerçant une mesure de protection juridique des majeurs en application de l'article 449 du Code civil (TGI de Toulon)

2016 - Inscription sur la liste destinée à l'information et au soutien des personnes appelées à exercer ou exerçant une mesure de protection juridique des majeurs en application de l'article 449 du Code civil (TGI de Draguignan)



ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Conventions d'objectifs

L'UDAF du Var a signé une convention pluriannuelle dite « Convention d'objectifs 2016-2020 » avec l'UNAF.

Les actions conventionnelles entrant dans la convention d'objectifs contribuent à la réalisation des missions générales décrites à l'article L211-3 du Code de l'action sociale et des familles.

Les cinq actions proposées par l'UDAF du Var sont exposées comme suit :

- Action 1 : Usage responsable du numérique
- Action 2 : Espaces parents en milieu scolaire
- Action 3 : Parrainage de proximité
- Action 4 : Extension du service Famille gouvernante
- Action 5 : Information et Soutien aux Tuteurs Familiaux

Le montant du budget alloué pour l'année 2017 s'élève à 44 224 euros. A la clôture de l'exercice, la part de ce budget non intégralement consommé a été imputée en fonds dédiés pour 11 750 € à laquelle s'ajoute la quote part non consommée de l'exercice 2016 pour 8 471 € soit au total au 31 décembre 2017 : 20 224 €

Résultats sous contrôle financeurs

Les activités des services des majeurs protégés et MJAGBF font obligatoirement l'objet d'un examen annuel par l'autorité de tarification. Il appartient également à cette autorité d'affecter le résultat de ces services.

A la date de l'élaboration des comptes annuels 2016, les examens des comptes administratifs de l'exercice 2016 ne nous sont pas parvenus. En sorte que le résultat 2016 a été affecté dans un compte « Résultat sous contrôle »

Les résultats 2015 de ces deux services sont présentés comme suit :

Service PJM : Le déficit devrait être compensé par la réserve dédiée à la compensation du déficit. L'UDAF du Var ne disposant plus d'une telle réserve, le résultat 2015 est demeurée sous contrôle en attente d'une reprise de déficit future. Les dépenses de congés payés ont été refusées.

Service DPF : Le résultat 2013 a été affecté en reprise et le résultat 2015 en report à nouveau. Les dépenses de congés payés ont été refusées.

Litige

Par jugement du 6 mai 2016, le Conseil des Prud'hommes a rejeté les prétentions d'une salariée tendant à voir condamner l'UDAF du Var pour licenciement pour cause non réelle et sérieuse. Cette salariée a interjeté appel le 10 juin 2016. La provision pour litige dotée durant l'exercice 2014 est maintenue du 60 000 €.

A ce jour l'affaire est toujours en cours. La provision demeure inchangée.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

- Néant -

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2016.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du :

- Code de commerce,
- Décret comptable du 29/11/83 du règlement ANC 2016-07 relatif à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice,
- Règlements comptables 99-01 & 06 du Comité de la réglementation comptable,
- Arrêté du 24 janvier 2011 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services médico-sociaux relevant du I de l'article L312-1 du code la santé sociale et des familles

Permanence des méthodes

Les comptes annuels de l'exercice 2016 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales dans le respect du principe de prudence et en tenant compte des hypothèses de base suivantes:

- La continuation de l'exploitation,
- La permanence des méthodes comptables d'un exercice sur l'autre.
- L'indépendance des exercices

Informations générales complémentaires

Informations à caractère fiscal :

L'UDAF du Var est exonérée des impôts commerciaux compte tenu de ses activités d'utilité sociale et des conditions dans lesquelles ces dernières sont exercées.

L'UDAF du Var est inscrite sur la liste préfectorale prévue à l'article L471-2 du Code de l'action sociale et des familles. En conséquence, conformément à l'article 261 du Code général des Impôts, les prestations de services réalisées pour l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs sont exonérées de TVA.



ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Pour ses autres services, l'Association est également exonérée de TVA, car elle remplit l'ensemble des critères de non-lucrativité.

Avoirs des Majeurs Protégés ;

Les avoirs des Majeurs Protégés ne sont pas intégrés dans les comptes de l'Association, chacun d'eux disposant d'un compte bancaire ouvert à son nom voire titulaire personnellement des comptes financiers dont il est propriétaire

Opérations pour le compte de tiers :

Les opérations traitées par l'Association pour le compte de tiers en qualité de mandataire sont comptabilisées dans un compte de tiers. Seule la rémunération de l'Association est comptabilisée dans le résultat.

Comptes gérés des tiers

Le montant des valeurs gérées pour le compte des majeurs représentent la somme de 34 361 743 euros, se décomposant comme suit :

- Comptes individuels : 13 385 336 euros
- Comptes de placement : 20 974 020 euros
- Compte joint : 2 387 euros

Informations relatives au CICE

Il a été comptabilisé en déduction des charges fiscales un produit à recevoir relatif à l'application du CITS (crédit d'impôt taxe sur salaires) pour un montant de 63 631 €.

L'association n'a demandé aucun préfinancement au titre de ce mécanisme.

Ce crédit d'impôt a été utilisé conformément à son objet.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	114 342		
Installations générales agencements aménagements divers	125 879		39 951
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	482 025		
TOTAL	607 904		39 951
Autres participations	1 800 000		
Prêts, autres immobilisations financières	11 621		8 934
TOTAL	1 811 621		8 934
TOTAL GENERAL	2 533 866		48 885

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			114 342	114 342
Installations générales agencements aménagements divers			165 830	165 830
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		3 308	478 717	478 717
TOTAL		3 308	644 547	644 547
Autres participations			1 800 000	1 800 000
Prêts, autres immobilisations financières			20 554	20 554
TOTAL			1 820 554	1 820 554
TOTAL GENERAL		3 308	2 579 443	2 579 443

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	111 660	1 038		112 698
Installations générales agencements aménagements divers	75 358	10 712		86 070
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	423 264	2 516		425 780
TOTAL	498 621	13 228		511 850
TOTAL GENERAL	610 281	14 266		624 548

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles TOTAL	1 038				
Instal.générales agenc.aménag.divers	10 712				
Matériel de bureau informatique mobilier	2 516				
TOTAL	13 228				
TOTAL GENERAL	14 266				

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Tableau des variations des fonds associatifs

Nature des provisions et des réserves	Montant début d'exercice	Affectation résultats et retraitement	Dotation exercice	Reprise exercice	Montant fin exercice
Fonds propres					
Fonds associatifs sans droit de reprise	156 852				156 852
Réserves :					
Réserves de compensation	5 754				5 754
Autres réserves	257 175				257 175
Report à nouveau	989 260	63 244		0	926 016
RESULTAT DE L'EXERCICE	835	835	13 102	0	13 102
Autres fonds associatifs					
Fonds associatifs avec droit de reprise :					
Résultats sous contrôle de tiers	187 920	64 079		0	123 841
Provisions réglementées					
TOTAL I	1 221 956		13 102	0	1 235 058

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Litiges	60 000				60 000
Autres provisions pour risques et charges	521 089	8 549			529 638
TOTAL	581 089	8 549			589 638

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients	12 791	7 576			20 366
TOTAL	12 791	7 576			20 366
TOTAL GENERAL	593 879	16 125			610 004
Dont dotations et reprises d'exploitation financières		54 454 29 570	38 329		

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Prêts	19 823	17 477	2 346
Autres immobilisations financières	732	0	732
Autres créances clients	73 588	73 588	
Personnel et comptes rattachés	130	130	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	14 330	14 330	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	45 886	45 886	
Divers état et autres collectivités publiques	1	1	
Débiteurs divers	1 067 237	1 067 237	
Charges constatées d'avance	29 749	29 749	
TOTAL	1 251 475	1 248 397	3 078
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	10 000		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	3 748		
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)	10 000		

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	84 193	21 097	63 096	
Emprunts et dettes financières divers	737 706	737 706		
Fournisseurs et comptes rattachés	115 128	115 128		
Personnel et comptes rattachés	322 895	322 895		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	264 210	264 210		
Autres impôts taxes et assimilés	96 332	96 332		
Autres dettes	438 983	438 983		
Produits constatés d'avance	5 000	5 000		
TOTAL	2 064 446	2 001 350	63 096	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	35 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	14 000			

Tableau de suivi des fonds dédiés

Ressources	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant engager en fin d'exercice D = A - B + C
Fonds spécial Part II	8 471	52 695	32 471		20 224
Fonds spécial part I		164 223	162 377		1 846
Subvention Famille gouve	6 744	6 744		7 500	14 244
TOTAL	15 215	223 662	194 848	7 500	36 314

Les ressources externes obtenues des dons, des legs ou via des subventions, affectées à des projets précis et non encore utilisés conformément à l'engagement pris à l'égard des financeurs sont portées en fin d'exercice au passif du bilan au poste « Fonds dédiés ». Au compte de résultat sont enregistrés:

- En charges dans le poste « engagements à réaliser sur ressources affectées », les dons et legs reçus dans l'exercice et non utilisés à la clôture
- En produits dans le poste « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs », la reprise des sommes inscrites en fonds dédiés, au fur et à mesure que les dépenses relatives aux projets sont engagées.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Autres immobilisations incorporelles

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

	Valeurs	Taux d'amortissement
Logiciels	2 682	33.33

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Titres immobilisés

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.
En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.
Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Créances immobilisées

Les prêts, dépôts et autres créances ont été évalués à leur valeur nominale.
Les créances immobilisées ont le cas échéant été dépréciées par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Avances ou crédits alloués aux dirigeants

- Néant -

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Dépréciation des valeurs mobilières

Les valeurs mobilières de placement ont été dépréciées par voie de provision pour tenir compte :

- Pour les titres cotés, du cours moyen du dernier mois de l'exercice.
- Pour les titres non cotés, de leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	315 581
Total	315 581

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	36 360
Dettes fiscales et sociales	492 574
Autres dettes	37 857
Total	566 792

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	29 749
Total	29 749
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	5 000
Total	5 000

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation des subventions

Répartition par secteur d'activité	Montant
Fonds spécial part I	164 233
Fonds spécial part II	44 224
Fir Famille gouv.	21 250
Subvention CG83 Famille gouv.	15 000
Pôle emploi Pjm	2 661
Subvention CG83 Institution	8 000
Subvention ddes collectif Istf institution	7 698
Subvention autres	3 945
Total	267 011

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	8
Employés	91
Total	99

Valorisation des contributions volontaires

Pour son fonctionnement au quotidien, l'UDAF du Var bénéficie de contributions bénévoles de ses membres.

A défaut de disposer de renseignements précis et adaptés et compte tenu des difficultés rencontrées pour évaluer les contributions concernées, il a été décidé de ne pas les comptabiliser.

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 13 200 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes :

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

- Néant -

Engagements financiers

Engagements donnés

- Néant -

Engagements reçus

Caution SACCEF	70 000
Total	70 000

Par convention du 24 mai 2011 conclue avec la banque CAISSE D'EPARGNE CA, l'UDAF du Var a souscrit un prêt de 140 000 € en vue du financement de deux derniers appels de fonds finançant l'acquisition d'un bien immobilier sis La Planquette à LA GARDE (83).

Par acte séparé du 17 mai 2011, la Compagnie Européenne de Garantie et de caution (SACCEF) sise à PARIS (75378) a consentie au profit de l'UDAF du Var une caution solidaire à hauteur de 50% dudit prêt pour une durée de cautionnement de 120 mois. L'UDAF du Var s'est engagée à consentir à ses frais une garantie hypothécaire sur le bien financé ou tout autre bien de valeur équivalente à première demande de la COMPAGNIE EUROPEENNE DE GARANTIES ET CAUTIONS et au bénéfice de celle-ci.

Engagement en matière de pensions et retraites

Des engagements en matière d'indemnités de départ en retraite résultent de la convention collective applicable. L'Association ne verse pas de cotisations à un organisme extérieur pour se couvrir des charges futures.

Les indemnités acquises pour l'ensemble des salariés présents à la date de clôture de l'exercice s'élèvent à 529 638 euros. La totalité de cet engagement fait l'objet d'une provision dans les comptes clos au 31 décembre 2017.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

Produits et charges exceptionnels

Nature	Montant	imputé au compte
Produits exceptionnels		
- Dons perçus institution	2 266	
- Prod. s/exercice ant. Dpf	234	
- Prod. s/exercice ant. Pjm	7 096	
- Prod.cession actifs cédés	391	
Total	9 987	
Charges exceptionnelles		
- Charges exc s/ex. antérieur institution	1 335	
- Charges exc s/ex. antérieur Pjm	5 943	
- Charges exc s/ex. antérieur Fgv	3 899	
- Valeurs nette actifs cédés	42	
Total	11 219	